



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement Local
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté du 26 JUIL. 2024
Portant décision après examen au cas par cas
de la demande déposée par la société Plastics Systems Packaging (PSP)
située sur la commune de CHABRIS,
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du n°2007-03-199 du 22 mars 2007 autorisant la société PSP à exploiter et à étendre une unité de transformation de matières thermoplastiques sur la commune de Chabris ;

Vu la demande d'examen au cas par cas de la société PSP reçue et déclarée complète le 25 juin 2024, portant sur le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol ;

Vu la contribution du service eau, biodiversité, risques naturels de Loire SEBRiNaL de la DREAL en date du 01 juillet 2024 ;

Vu la contribution du service urbanisme de la direction départementale des territoires de l'Indre (DDT36) en date du 03 juillet 2024 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée aux articles L. 122-1 et L. 171-8 du code de l'environnement et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise ou non à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet consiste en l'installation de panneaux photovoltaïques au sol pour autoconsommation dans l'emprise du site sur la commune de Chabris ;

Considérant que le projet relève de la catégorie 1° c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et de l'article R. 122-2 II de ce même code ;

Considérant que le projet est situé à la limite d'une zone Natura 2000, en zone de conservation des oiseaux sauvages (ZPS) et que la ZPS du plateau de Chabris a été désignée pour l'Outarde canepetière, oiseau des grandes plaines agricoles ;

Considérant que ni le site du projet ni ses abords ne sont favorables à l'Outarde canepetière, le projet n'aura de ce fait aucun impact sur l'état de conservation de la ZPS et des espèces d'oiseaux la justifiant ;

Considérant que la commune de Chabris est couverte par un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) ;

Considérant le site du projet est situé à plus d'1 km des zones inondables, le projet ne sera pas impacté par les inondations ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1 – NON SOUMISSION A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol par la société PSP n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3 - NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société PSP.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre.

Article 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Nadine CHAÏB